

e

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ETABLISSEMENTS ET  
SERVICES D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE  
FRANÇAISE DE LA REGION WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTE  
GERMANOPHONE**

~~Présentée~~ Convention collective de travail du 10 février 2005 instituant un Fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds MIRABEL » et en fixant les statuts.

Vu l'accord intervenu le 17 juin 1998 en Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, il est convenu :

A. CREATION:

Article 1<sup>er</sup>. Par la présente Convention collective de travail et en application de l'article 1, alinéa, 1° de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement ~~de la~~ institue un Fonds de sécurité d'existence dont les statuts sont fixés ci-après.

Art. 2. La présente Convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services qui ressortissent à la Sous-Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement agréés et/ou subventionnés par la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone, ou la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que pour les établissements et services, exerçant les mêmes activités et qui ne sont ni agréés ni subventionnés et dont l'activité principale se situe en Région wallonne.

Par « employeur », on entend les employeurs exerçant leur activité principales dans une ou plusieurs activités définies à l'article 1<sup>er</sup>, 1° de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par les arrêtés royaux des 5 mai 1997, 6 juillet 1997 et 16 avril 1998, et qui sont constitués en association sans but lucratif ou en société à finalité sociale dont les statuts stipulent que les associés ne recherchent aucun bénéfice patrimonial.

Par " travailleurs ", on entend les employées et employés et les ouvrières et ouvriers.

B. STATUTS:

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. - Dénomination et siège social.

Art. 3. A partir du 13 octobre 2005, il est institué un Fonds de sécurité d'existence, dénommé « Fonds MIRABEL ».

Le siège social et administratif du Fonds est établi à 1000 Bruxelles, Quai du Commerce, 48.

Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du Comité de gestion du Fonds, prévu à l'article 12.

Le Comité de gestion doit communiquer sa décision au Président de la Sous-commission paritaire et au Ministre de l'Emploi et de la Concertation sociale.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTRE-ENREGISTR

25 -11- 2005

11 -01- 2006

NR  
N°

77.964

16131902

CHAPITRE II -Objet.

Art. 4. Le Fonds régi par la présente Convention collective de travail a pour seul objet la gestion du produit **mutualisé** de la réduction des cotisations visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Le Fonds est chargé, conformément aux dispositions de cet arrêté ministériel :

- recevoir le produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'alinéa 1er ;
- attribuer le produit de la réduction de cotisations aux employeurs qui s'engagent à faire un effort supplémentaire en matière d'emploi selon les modalités prévues par et / ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et par la Convention collective de travail du 3 décembre 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des maisons d'éducation et d'hébergement.

Art. 5. Dans le cadre de la mission décrite à l'article 4, le Fonds peut solliciter l'autorisation d'utiliser une partie du produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'article 4, alinéa 1er de la présente Convention pour couvrir les frais de personnel et les frais d'administration.

Art. 6. Dans le cadre de la mission décrite à l'article 4, le Fonds remplit toutes les missions confiées aux Fonds sectoriels par et / ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Art. 7. Le Fonds est autorisé à conclure un contrat de gestion avec le Ministre de l'Emploi et du Travail.

CHAPITRE III. - Financement.

Art. 8. Les moyens financiers du Fonds se composent de :

- le produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'article 4, alinéa 1er de la présente Convention, en ce compris les intérêts ;
- les autres moyens financiers qui lui seraient attribués par ou en vertu d'une Convention collective de travail sectorielle pour couvrir les frais d'administration visés à l'article 10.

Art. 9. Les frais d'administration du Fonds sont fixés annuellement par le Comité de gestion prévu à l'article 11.

Ces frais sont uniquement couverts par :

- les interventions visées à l'article 5 ;
- les moyens éventuellement mis à sa disposition par ou en vertu d'une Convention collective de travail sectorielle.

Handwritten signature and initials in the bottom left corner of the page.

2

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, vu que le réviseur désigné en application de l'article 20 est un réviseur d'entreprise, dans la mesure où le Fonds conclut un contrat de gestion avec le Ministre de l'Emploi et du Travail, les frais relatifs à l'intervention du réviseur peuvent être imputés sur les intérêts dont mention à l'article 8.

#### CHAPITRE IV. - Bénéficiaires, octroi et liquidation des réductions de cotisations.

Art. 10. Les employeurs bénéficient des interventions du Fonds selon les modalités déterminées par et/ ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 ainsi que par et/ou en vertu de la Convention collective de travail du 3 décembre 2002.

#### CHAPITRE V. - Gestion.

Art. 11. Le Fonds est géré par un Comité de gestion paritaire composé de 12 membres effectifs et de douze membres suppléants.  
Les membres du comité de gestion sont désignés par la Sous-commission paritaire des établissements et services de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté **germaphone**, respectivement pour moitié par les organisations professionnelles d'employeurs et pour moitié par les organisations représentatives des travailleurs. Au moins la moitié des membres sur chaque banc (effectifs ou suppléants) du Comité de Gestion du Fonds est désignée parmi les membres (effectifs ou suppléants) de la SCP 319.02.

Art. 12. Les membres du Comité de gestion sont désignés pour la même période que celle du mandat des membres de la SCP 319;02.

Le mandat de membre du Comité de gestion prend fin en cas de démission, ou de décès de l'intéressé, ou lorsque le mandat des membres de la SCP 319.02 arrive à échéance, ou lorsque **lemandat** est révoqué par l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du Comité de gestion sont renouvelables.

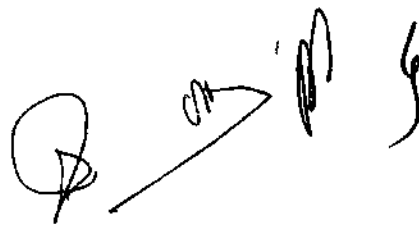
Art. 13. Les membres du Comité de gestion ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

Art. 15. Le **Coomité** de gestion choisit par période de deux années, un Président et un Vice-Président parmi ses membres, issus alternativement de la délégation des représentants des travailleurs et de la délégation des représentants des employeurs.

Il désigne également la ou les personnes chargées du secrétariat.

Art. 15. Le Comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds, dans les limites fixées par et/ ou en vertu de la loi du 7 janvier 1958, et présents statuts et de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.



Sauf décision contraire du Comité de gestion celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du Président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé le cas échéant par un membre du Conseil désigné à cet effet par le Comité de gestion.

Le Comité de gestion a notamment pour missions :

- d'attribuer le produit de la réduction de cotisations conformément aux dispositions visées à l'article 5, alinéa 2 et d'assurer le suivi de cette attribution ;
- de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des dispositions de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et de ses arrêtés d'exécution ;
- de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du Fonds ;
- d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts ;
- de déterminer les frais de gestion ;
- de transmettre chaque année en juin un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la Sous commission paritaire ;

Art. 16. Le Comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre.

Le Comité se réunit, soit sur convocation du Président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins de ses membres, soit à la demande d'une des organisations représentées en son sein.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le Comité et signé par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le Président et le vice-président.

Art. 17. Le Comité de gestion ne peut se réunir et délibérer valablement que si la moitié au moins tant des membres de la délégation des travailleurs que de la délégation des employeurs est présente ou représentée.

Art. 18. Sauf disposition contraire prévue par le règlement d'ordre intérieur établi par le Comité de gestion, ses décisions sont prises à l'unanimité.

CHAPITRE VI. - Contrôle.

Art. 19. Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission Paritaire désigne, en vue du contrôle de la gestion du Fonds, un réviseur qui sera un réviseur d'entreprises.

Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la Sous-commission paritaire.

En outre, il informe régulièrement le Comité de gestion du Fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

Handwritten signatures and initials at the bottom left of the page, including a large stylized signature and several smaller initials.

## CHAPITRE VII. - Bilan et comptes.

Art. 20. Chaque année, les bilans et comptes de l'exercice écoulé sont clôturés au 31 décembre.

## CHAPITRE VIII. - Reprise des droits et obligations.

Art. 21. Le Fonds créé par la présente Convention de travail succède, uniquement en ce qui concerne les droits et obligations ayant trait au MARIBEL SOCIAL tel qu'il s'applique, jusqu'au 30 juin 1998 au Fonds de sécurité d'existence dénommé "FONDS ISAJH" dont il reprend les droits et obligations en cette matière.

## CHAPITRE IX. - Dissolution et liquidation.

Art. 22. Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

Art. 23. Il est dissout par la Sous-commission paritaire à la suite d'un préavis éventuel comme prévu à l'article 25.

Art. 24. Après paiement du passif, les biens et valeurs du Fonds sont transférés au Fonds pour l'emploi non marchand visé par l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

La Sous-commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du Comité de gestion du Fonds.

Art. 25. La présente Convention collective de travail entre en vigueur le 13 octobre 2005 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace à cette date la Convention collective de travail du 22 décembre 2003 (enregistrée le 18-02-2004 sous le numéro 69888/C0/31902).

Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 1er janvier de chaque année avec effet au 1er juillet de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Le Président transmet une copie de la dénonciation à chacune des parties signataires ainsi qu'au Ministre de l'Emploi et du Travail et à l'Offic National de Sécurité Sociale.



8

5

PARITAIR **SUBCOMITE** VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN  
EN - DIENSTEN VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP, HET WAALSE GEWEST EN DE  
**DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

Collectieve **arbeidsovereenkomst** van 1\$ februari 2005 tot oprichting van een Fonds voor **bestaanszekerheid, genaamd "Fonds MIRABEL"** en tot vaststelling van de statuten ervan.

**Gelet** op het akkoord dat op 17 juni 1998 is gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, **wordt overeengekomen:**

**A. OPRICHTING:**

Artikel 1. Via deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 1, **alinea** 1, 1° van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid richt het paritair comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen een Fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna **worden** vastgesteld.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers van de inrichtingen en diensten die ressorteren onder het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen die erkend en/of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap, het Waalse **Gewest**, de Duitstalige Gemeenschap of de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels **Hoofdstedelijk** Gewest, evenals op de inrichtingen en diensten die dezelfde activiteiten uitoefenen en die niet erkend of gesubsidieerd worden en waarvan de hoofdactiviteit zich in het Waalse Gewest bevindt.

Onder "werkgevers" wordt verstaan de werkgevers die hun hoofdactiviteit uitoefenen in een of **meer** activiteiten bepaald in artikel 1, 1° van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende **maatregelen** met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 5 mei 1997, 6 juli 1997 en 16 april 1998, en die zijn opgericht zijn **als** vereniging zonder **winstoogmerk** of als vennootschap met een sociaal **oogmerk** waarvan de statuten bepalen dat de vennoten geen vermogensvoordeel nastreven.

Onder "werknemers" wordt verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden en bedienden.

**B. STATUTEN:**

**HOOFDSTUK I. - Benaming en maatschappelijke zetel.**

Art. 3. Vanaf 13 oktober 2005 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds MIRABEL".

De maatschappelijke en **administratieve** zetel van het Fonds is gevestigd te 1000 **Brussel**, Handelskaai 48.

Deze zetel **mag**, bij eenparige beslissing van het **beheerscomité** van het Fonds, bepaald bij artikel 12, naar elders overgebracht worden.

Het beheerscomité **moet** haar beslissing **meedelen** aan de Voorzitter van het paritair subcomité en aan de Minister van **Werk** en van Sociaal Overleg.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.
25 -11- 2005	11 -01- 2006

NR.  
N°

77.964 / 6 / 31902

## HOOFDSTUK II - Doel.

Art. 4. Het Fonds opgericht door deze collectieve **arbeidsovereenkomst** heeft als enig doel het **beheer** van de **gemutualiseerde som** van de **bijdragevermindering** bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002.

Overeenkomstig de bepalingen van dit **ministerieel** besluit is het Fonds belast met:

- Het ontvangen van de som van de **bijdrageverminderingen** vermeld in **alinea 1**;
- Het toekennen van de som van de bijdrageverminderingen aan de werkgevers die zich ertoe verbinden **om** een extra inspanning te leveren inzake tewerkstelling volgens de **modaliteiten** bepaald door en/of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 december 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de sector van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen.

Art. 5. In het kader van het doel **omschreven** in artikel 4, kan het Fonds de toelating vragen om een gedeelte van de som van de bijdrageverminderingen, bedoeld in artikel 4, **alinea 1** van deze overeenkomst, te gebruiken om de personeels- en **administratiekosten** te dekken.

Art. 6. In het kader van het doel, omschreven in artikel 4, vervult het Fonds **alle** opdrachten toevertrouwd aan de sectorale fondsen door en/of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002.

Art. 7. Het Fonds wordt de toelating verleend om een **beheersovereenkomst** te sluiten met de Minister van **Werk**.

## HOOFDSTUK III. - Financiering.

Art. 8. De financiële **middelen** van het Fonds bestaan uit:

- De som van de bijdrageverminderingen, bedoeld in artikel 4, **alinea 1** van deze overeenkomst, met inbegrip van de intresten;
- De andere financiële middelen die zouden toegekend worden door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst om de administratiekosten, bedoeld in artikel 10, te dekken.

Art. 9. De administratiekosten van het Fonds worden jaarlijks vastgelegd door het **beheerscomité**, bedoeld in artikel 11.

Deze kosten worden **enkel** gedekt door:

- De **tegemoetkomingen** bedoeld in artikel 5;
- De middelen die eventueel ter beschikking worden gesteld door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

In afwijking van de bepalingen van **alinea 2** van dit artikel, **gelet** op het feit dat de revisor aangeduid bij toepassing van artikel 20 een bedrijfsrevisor is, voor zover het Fonds een **beheersovereenkomst sluit** met de Minister van **Werk**, kunnen de kosten met betrekking **tot de tegemoetkoming** van de revisor worden aangerekend op de intresten waarvan sprake in artikel 8.

#### HOOFDSTUK IV. - Rechthebbenden, toekenning en betaling van de bijdrageverminderingen.

Art. 10. De werkgevers ontvangen de **tegemoetkomingen** van het Fonds volgens de **modaliteiten** bepaald door en/of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 alsook door en/of krachtens de collectieve **arbeidsovereenkomst** van 3 december 2002.

#### HOOFDSTUK V. - Beheer.

Art. 11. Het Fonds wordt beheerd door een **beheerscomité** dat paritair is samengesteld uit 12 effectieve en 12 plaatsvervangende leden. De leden van het **beheerscomité** worden aangeduid door het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, respectievelijk voor de **helft** door de representatieve werkgeversorganisaties en voor de helft door de representatieve werknemersorganisaties. Ten **minste** de helft van de leden aan **elke** zijde (effectief of plaatsvervangend) van het **beheerscomité** van het Fonds wordt aangeduid onder de leden (effectief of plaatsvervangend) van PSC 319.02.

Art. 12. De leden van het **beheerscomité** worden aangeduid voor dezelfde **periode als** deze van het **mandaat** van de leden van het PSC 319.02.

Het mandaat van het lid van het **beheerscomité neemt** een einde in **geval** van ontslag of overlijden van de betrokkene of als het mandaat van de leden van PSC 319.02 een einde neemt of wanneer het mandaat wordt ingetrokken door de organisatie die het heeft voorgedragen.

Het nieuwe lid **voltooit, desgevallend**, het mandaat van zijn voorganger.

De **mandaten** van de leden van het **beheerscomité** zijn vernieuwbaar.

Art. 13. De leden van het **beheerscomité** gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen die door het Fonds zijn aangegaan.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich **tot** de uitvoering van het beheersmandaat dat zij hebben ontvangen.

Art. 15. Het **beheerscomité** kiest om de twee jaren een voorzitter en een ondervoorzitter uit haar leden, beurtelings uit de afvaardiging van de **werknemersvertegenwoordigers** en uit de afvaardiging van de werkgeversvertegenwoordigers.



Het comité **duidt** eveneens de persoon of de personen aan die **verantwoordelijk** zijn voor het **secretariaat**.

Art. 15. Het **beheerscomité** beschikt over de **meest** uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de **administratie** van het Fonds, binnen de grenzen vastgelegd door en/of krachtens de wet van 7 januari 1958 en deze statuten en het koninklijk besluit van 18 juli 2002.

Tenzij andersluidende beslissing van het beheerscomité treedt dit in al zijn handelingen op en handelt in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter **gezamenlijk, elk** desgevallend vervangen door een **lid** van de Raad die hiervoor **wordt aangeduid** door het beheerscomité.

Het beheerscomité heeft **meer** bepaald **als** taak:

- Het toekennen van de **som** van de bijdrageverminderingen overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel **5, alinea 2** en het opvolgen van deze toekenning;
- **Alle** nodige **maatregelen** te treffen voor de uitvoering van de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en van zijn uitvoeringsbesluiten;
- Over te gaan **tot** de eventuele aanwerving en het eventuele ontslag van het personeel van het Fonds;
- **Controle** uit te oefenen en **alle** nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
- De beheerskosten vast te stellen;
- Tijdens de **maand** juni van elk jaar schriftelijk verslag uit te brengen over de uitvoering van haar taak aan het paritair subcomité;

Art. 16. Het beheerscomité vergadert ten **minste** een **maal** per **semester**.

Het comité vergadert **ofwel** op uitnodiging van de voorzitter die **ambtshalve** handelt, **ofwel** op vraag van ten minste de **helft** van zijn **leden**, ofwel op vraag van een van de **organisaties** die erin vertegenwoordigd zijn.

De uitnodigingen **moeten** de agenda **vermelden**.

De notulen **worden** opgesteld door de secretaris die door het comité is aangeduid en ondertekend door diegene die de vergadering heeft voorgezeten. De uittreksels van deze notulen worden ondertekend door de voorzitter en de ondervoorzitter.

Art. 17. Het beheerscomité kan **enkel** geldig vergaderen en beraadslagen als ten minste de helft van **zowel** de leden van de **werknemersafvaardiging** als van de werkgeversafvaardiging aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Art. 18. Behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijk **reglement**, opgesteld door het beheerscomité, worden de beslissingen ervan eenparig **genomen**.

**HOOFDSTUK VI. - Controle.**

Art. 19. Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, duidt het paritair subcomité, met het oog op de **controle** van het beheer van het Fonds, een revisor aan die bedrijfsrevisor **zal** zijn.

Die **moet**, ten **minste** een **maal** per jaar, verslag uitbrengen aan het paritair subcomité.

Bovendien licht hij het **beheerscomité** van het Fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoek en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

HOOFDSTUK VII. - Balans en rekeningen.

Art. 20. Elk jaar **worden** de balans en de rekeningen van het afgelopen boekjaar afgesloten op 31 december.

CHAPITRE VIII. - Overname van de rechten en verplichtingen.

Art. 21. Het Fonds dat door deze arbeidsovereenkomst wordt opgericht **neemt, enkel** voor wat betreft de rechten en verplichtingen die betrekking hebben op de "MARIBEL SOCIAL", **zoals** die van toepassing is **tot** 30 juni 1998 op het Fonds voor bestaanszekerheid, **genaamd** "FONDS ISAJH", de rechten en verplichtingen ter zake over.

HOOFDSTUK IX. - Ontbinding en vereffening.

Art. 22. Het Fonds wordt voor onbepaalde duur opgericht.

Art. 23. Het wordt ontbonden door het paritair subcomité naar aanleiding van een eventuele **opzeggingstermijn** bepaald in artikel 25.

Art. 24. Na betaling van de passiva worden de goederen en waarden van het Fonds overgeheveld naar het non-profit **tewerkstellingsfonds**, bedoeld door het koninklijk besluit van 18 juli 2002.

Het paritair subcomité duidt de vereffenaars aan onder de **leden** van het **beheerscomité** van het Fonds.

Art. 25. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 13 oktober 2005 en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij vervangt op deze **datum** de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 december 2003 (geregistreerd op 18/02/2004 onder het **nummer** 69888/C0/31902).

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd voor 1 januari van elk jaar met **effect** op 1 juli van het volgende jaar.

De opzegging moet betekend worden bij een ter post aangetekende **brief**, gericht aan de Voorzitter van het paritair subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

De Voorzitter bezorgt een kopie van de opzegging aan elk van de ondertekenende partijen en aan de Minister van Werk en aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.